États et banques vont s'affronter pour se financer sur les marchés

09/09/2010 à 23h39

États européens et banques vont s'affronter dans les prochains mois auprès des investisseurs pour lever des fonds sur les marchés, estime l'agence de notation Fitch dans une étude.

Jusqu'ici la majorité des États de la zone euro ont réussi à trouver fin juin la moitié des liquidités nécessaires à leur financement cette année.

> ***L'agence indique qu'au total États et établissements financiers vont solliciter 455 milliards d'euros dans la seconde moitié de l'année auprès des investisseurs, et entre 900 milliards et 1.000 milliards par an en 2011 et 2012.***

La Grèce, l'Irlande, le Portugal, et l'Espagne, rebaptisés mauvais élèves de l'Europe, qui ont émis récemment des obligations sur les marchés, ont même déjà trouvé deux-tiers, voire trois-quarts de leurs financements.

Mais la situation risque de se compliquer avec l'arrivée prochaine sur les marchés des banques, également à la quête de financement et dont les dettes arrivent à maturité, fait remarquer Fitch.

De nombreux investisseurs se sont réfugiés sur le marché obligataire ces derniers mois en raison de la volatilité des marchés actions. La plupart des seize pays de la zone euro ont besoin de trois à quatre ans pour stabiliser leur dette.

Les plans d'austérité annoncés par différents pays de la zone

euro pour lutter contre leurs déficits publics abyssaux n'auront pas d'effets avant 2011.

"*Si tous les membres répondent à des degrés divers à l'impératif d'engager, à moyen terme, des plans de consolidation budgétaire crédibles, la réduction des dépenses publiques est davantage visible en Grèce, au Portugal et en Irlande*", explique Paul Rawkins, directeur du département de la notation des États à l'agence de notation.

Si elle réaffirme que les plans d'austérité posent le risque d'une récession en double creux au sein de la zone euro, Fitch juge faible la possibilité d'une scission de l'Union monétaire.

Car, explique-t-elle, les avantages pour les pays qui rejoignent la zone euro couvrent largement les inconvénients et les États dits faibles "*n'abandonneront pas volontairement l'euro*".

AFP